La France se dote d’un observatoire des métaux critiques

**La France a officiellement lancé, le 29 novembre,  l’OFREMI, l’Observatoire Français des Ressources Minérales et Stratégiques - un instrument qui doit lui permettre de mieux maîtriser ses chaînes d’approvisionnement.**

Le lancement a été parrainé par Agnès Pannier-Runacher, ministre de la Transition énergétique. C’est Philippe Varin qui avait suggéré l’utilité d’un tel outil dans son rapport Cyclope, remis en début d’année. Sa création témoigne de la récente prise de conscience de la France vis-à-vis de la sécurisation de ses accès aux métaux critiques, pour mener à bien la transition énergétique et œuvrer en faveur de la souveraineté du pays.

Constitué du BGRM (Bureau de Recherches Géologiques et Minières), de l’ADEME, de l’IFP Energies Nouvelles (successeur de l’Institut Français du Pétrole), de l’IFRI, du CNAM et du CEA, l’OFREMI a pour but de créer une cartographie des ressources minérales stratégiques nécessaires à la France. Des partenaires privés sont également associés, tels que le GIFAS, la PFA, l’A3M ou encore France industrie.

La guerre en Ukraine a encore plus fragilisé les chaînes d’approvisionnement du pays, accentuant le besoin de sécurisation des approvisionnements en matières premières. L’identification des maillons des chaînes d’approvisionnement, réalisée avec beaucoup de difficultés, a mis en exergue la méconnaissance des entreprises et la nécessité de se doter d’un tel instrument.

L’observatoire, qui s’inscrit dans le cadre du plan France 2030, va permettre aux experts, aux industriels et aux administrations de mettre en commun leurs différentes connaissances des chaînes mondiales d’approvisionnement, d’identifier les besoins « actuels et futurs » des filières industrielles et de leur fournir des analyses de risques et de vulnérabilités.

Une veille continue des minéraux « critiques » sera donc réalisée, à la lumière des besoins en lien avec les technologies de la transition énergétique. L’OFREMI sera ainsi capable de fournir des analyses de risques aux entreprises, et de leur proposer des produits de substitution en cas de tensions sur les disponibilités, le but étant d’arriver à connaître tous les éléments des chaînes d’approvisionnement pour mieux appréhender les tensions.

Preuve que la prise de conscience de la France est très récente, elle vient de nommer au poste de délégué interministériel aux minéraux stratégiques Benjamin Gallezot, ancien général dans l’armement et ancien directeur adjoint du cabinet de Jean Castex, à Matignon.

La création d’un fonds d’investissement public-privé avait également été évoquée pour que la France prenne des participations dans des mines en France et à l’étranger. Le plan France 2030 prévoit un approvisionnement de ce dernier à hauteur de 500 millions d’euros. L’OFREMI s’est lui vu allouer une première enveloppe de 6 millions d’euros pour ses deux premières années d’activité. Au total, 2,9 millions d’euros seront consacrés au renforcement de la résilience et la durabilité des approvisionnements de la France. Ces investissements vont, en outre, œuvrer à sa réindustrialisation.